



Macron balaye les droits humains et le climat d'un revers de main

Paris, le 20 mai 2025 - Le Forum citoyen pour la justice économique et ses alliés condamnent vivement l'annonce du Président Emmanuel Macron visant à "écarter" définitivement la directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises (CS3D).

Entouré d'investisseurs et de lobbies industriels réunis au château de Versailles lors du sommet Choose France, Emmanuel Macron a exprimé hier son intention de supprimer de "nombreuses contraintes et réglementations" pesant sur les entreprises, ciblant spécifiquement la CS3D, pourtant déjà en cours de révision.

En déclarant vouloir "synchroniser" les actions de l'UE et des États-Unis en matière de réglementation, Emmanuel Macron attaque frontalement un texte crucial pour responsabiliser les multinationales, et que son parti avait pourtant soutenu. Ce revirement acte un alignement préoccupant de la France avec les politiques brutales du président américain Donald Trump, faisant aussi écho à la position du chancelier allemand Friedrich Merz.

Si la posture du Président français semble en décalage avec certaines déclarations récentes du gouvernement français et de nombreuses voix économiques et politiques sur le sujet, elle répond en revanche aux désirs de Jordan Bardella, dont le parti fait campagne depuis des mois pour abroger le devoir de vigilance et le Pacte Vert européen.

Ce faisant, ces déclarations achèvent de démontrer l'alignement de la présidence française avec les contempteurs des droits humains et de la planète, et sa connivence avec des lobbies avides de dérégulation.

A l'heure où la crise climatique et les inégalités s'aggravent, cette annonce va à rebours des urgences sociales et écologiques. Face à cette régression, le Forum citoyen pour la justice économique appelle à la mobilisation. Nous exhortons le président Emmanuel Macron à respecter ses engagements et à préserver ce texte fondamental pour responsabiliser les multinationales et protéger les victimes.

Nous appelons également le Président de la République à engager dès maintenant un dialogue constructif avec la société civile, dont les sollicitations ont jusqu'à présent trouvé porte close, afin de renforcer, et non affaiblir, la protection des droits humains, de l'environnement et du climat dans le monde.

Contacts presse :

ActionAid France : Chloé Rousset, Chargée de campagne, +33 6 17 90 16 86,
Chloe.Rousset@actionaid.org

Amis de la Terre France : Marcellin Jehl, chargé de plaidoyer multinationales, +33 7 57 18 68 70, marcellin.jehl@amisdelaterre.org

CCFD-Terre Solidaire, Sophie Rebours, 07 61 37 38 65, s.rebours@ccfd-terresolidaire.org

Fédération Internationale pour les Droits Humains : Gaelle Dusepulchre, directrice adjointe du bureau Entreprises, droits humains et environnement, +32 479 49 19 59
gdusepulchre@fidh.org

Max Havelaar France : Jules Montané, chargé de relations presse,
j.montane@maxhavelaarfrance.org, +33 6 61 13 50 51

Notre Affaire à Tous : Justine Ripoll, responsable de campagnes, 06 42 21 37 36 -
justine.ripoll@notreaffaireatous.org

Oxfam France : Stanislas Hannoun, Responsable de la campagne Justice fiscale et Inégalités, 07 69 17 49 63, shannoun@oxfamfrance.org

Sherpa : Lucie Chatelain, Responsable de plaidoyer et de contentieux -
lucie.chatelain@asso-sherpa.org

Reclaim Finance : Sarah Bakaloglou, chargée de relations presse,
sarah@reclaimfinance.org, +33 6 61 68 25 10